

**Unité inter-Départementale de la
Corrèze – Creuse - Haute-Vienne
Site de Brive
19 rue Daniel de Cosnac – CS40142
19104 Brive-la-Gaillarde Cedex**

Brive-la-Gaillarde, le 22 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/09/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ATELIER BOBINAGE ÉLECTRIQUE SOULAS

22 Rue François Labrousse
ZI CANA
19100 Brive La Gaillarde

Références : 2025-10-22 UiD192025-0107r georisques

Code AIOT : 0100024646

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/09/2025 dans l'établissement ATELIER BOBINAGE ELECTRIQUE SOULAS implanté 22 Rue Francois Labrousse 19100 Brive-la-Gaillarde. L'inspection a été annoncée le 09/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

En l'absence d'information officielle de l'exploitant sur la cessation de ses activités autorisées sur le site sis route d'Objat, avenue Malraux 19100 Brive-La-Gaillarde, la visite d'inspection a été réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle (PPC) des ICPE.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ATELIER BOBINAGE ELECTRIQUE SOULAS
- 22 Rue Francois Labrousse 19100 Brive-la-Gaillarde
- Code AIOT : 0100024646
- Régime : Déclaration avec contrôle
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La SAS SOULAS, depuis 1988, fabrique et répare des moteurs électriques et exerce également une activité de négoce. Les activités du site, initialement autorisées au titre de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE) sur le site de l'avenue Malraux (route d'Objat) à 19100 Brive-la-Gaillarde, ont été transférées le 1^{er} mars 2024 au 22 de la rue François LABROUSSE à Brive-la-Gaillarde.

Les activités de décapage / nettoyage des métaux par traitement thermique réalisées sur ce nouveau site ne relèvent plus du régime de l'autorisation ICPE mais de la déclaration avec contrôle périodique.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente inspection</u> ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Cessation d'activité	Arrêté Préfectoral du 12/04/2013, article 1.5.5	Demande d'action corrective	3 mois
3	Conformité de l'installation à la déclaration	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.1.1	Demande d'action corrective	15 jours
4	Dossier installation classée	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.4	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
5	Contrôles périodiques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.1.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
6	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 4.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
7	Prévention des accidents _ Suivi des installations électriques	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.7	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Réseaux d'évacuation _ Isolement du réseau de collecte	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.11	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours
9	État des stocks de produits dangereux	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	15 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités ICPE	Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 512-8	Sans objet
10	Pollution de l'eau ou du sol _ Cuvettes de rétention	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10	Sans objet
11	Connaissance des produits	Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette visite a permis de constater et d'acter la cessation des activités ICPE autorisées sur le site de l'avenue Malraux à Brive-la-Gaillarde. Elle conduit à des demandes de régularisation concernant :

- d'une part des mesures relatives à la cessation des activités sur le site de l'avenue Malraux soumis à autorisation par arrêté préfectoral du 12/04/2025 ;
- d'autre part les activités ICPE exercées sur le nouveau site du 22 rue François Labrousse à 19100 Brive-la-Gaillarde.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Activités ICPE

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 26/01/2017, article L. 512-8
Thème(s) : Situation administrative, Activités ICPE
Prescription contrôlée : Sont soumises à déclaration les installations qui, ne présentant pas de graves dangers ou inconvénients pour les intérêts visés à l'article L. 511-1, doivent néanmoins respecter les prescriptions générales édictées par le préfet en vue d'assurer dans le département la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1.
Constats : En préambule de cette visite du 17/09/2025, l'Inspection a procédé à un rappel des principaux points marquants depuis la précédente inspection : <ul style="list-style-type: none">- 28/11/2018 _ Dernière visite de l'atelier de bobinage électrique de la Société Soulas rue Malraux à Brive-la-Gaillarde ;- 15/05/2023 _ Demande d'avis de l'AGGLO de Brive auprès de la DREAL pour une demande de permis de construire concernant un déménagement envisagé des activités sur la ZI de Cana à Brive-la-Gaillarde, impliquant ainsi un arrêt des activités sur le site actuel ;- 3/06/2023 _ Transmission d'un dossier de déclaration initiale pour l'activité de décapage des métaux par traitement thermique dans un four de capacité de 1200l (activité soumise à déclaration avec contrôle périodique) sur le site du 22 rue François Labrousse ; L'Inspection a ainsi précisé à l'exploitant qu'en l'absence de notification de cessation des activités du site sis rue Malraux 19100 Brive-la-Gaillarde, l'objet premier de la présente inspection consistait à faire un point de situation au regard des deux adresses (rue Malraux et rue François Labrousse). L'exploitant a ensuite précisé la situation de son établissement en déclarant : <ul style="list-style-type: none">- que les activités du site résultaient du transfert des activités de son ancien site de l'avenue Malraux vers le site actuel sis au 22 rue François Labrousse 19100 Brive-la-Gaillarde ;- que les locaux de la rue Malraux étaient exploités depuis le 1^{er} mars 2024 par l'entreprise d'ambulances «Jussieu Secours » ;- que depuis ce transfert le classement ICPE de ses activités ont évoluées du régime de l'autorisation ICPE vers le régime de la déclaration avec contrôle périodique (DC). Que cette évolution est liée à la réduction de la capacité volumique du nouveau four électrique au regard de celui au gaz utilisé sur le site de la rue Malraux (passage de 2440 à 1200 l). L'exploitant a indiqué par ailleurs que le four actuel est électrique alors que le précédent fonctionnait au gaz. L'exploitant a justifié de la nouvelle capacité de son four par transmission des documents techniques et l'Inspection a pu constater la présence de l'équipement correspondant sur le site.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Cessation d'activité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/04/2013, article 1.5.5
Thème(s) : Autre, Cessation d'activité
<p>Prescription contrôlée : Sans préjudice des mesures de l'article R. 512-74 du Code de l'environnement pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : industriel</p> <p>Lorsqu'une installation classée est mise à l'arrêt définitif, l'exploitant notifie au préfet la date de cet arrêt trois mois au moins avant celui-ci.</p> <p>La notification prévue au ci-dessus indique les mesures prises ou prévues pour assurer, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site. Ces mesures comportent notamment :</p> <ul style="list-style-type: none">• L'évacuation ou l'élimination des produits dangereux, et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, celle des déchets présents sur le site ;• des interdictions ou limitations d'accès au site ;• la suppression des risques d'incendie et d'explosion ;• la surveillance des effets de l'installation sur son environnement. <p>En outre, l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et qu'il permette un usage futur du site déterminé selon le(s) usage(s) prévu(s) au premier alinéa du présent article.</p>
<p>Constats : Dans le cadre de l'arrêt définitif de ses installations classées de la rue Malraux, l'exploitant n'a pas procédé à la notification prévue à l'article 1.5.5. de l'arrêté préfectoral sus-visé. L'exploitant lors de la présente visite du 17/09/2025 a indiqué avoir fait procéder au nettoyage du débordement mais ne disposait pas du justificatif correspondant.</p> <p>Au regard des constats suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- arrêt effectif en mars 2024 des activités ICPE visées à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12/04/2013 sur le site rue Malraux à 19100 Brive-la-Gaillarde ;- absence de notification par l'exploitant de cette cessation dans les conditions visées au présent article ;- rappel réglementaire à l'exploitant, par courrier de la DREAL daté du 16 mai 2023, des dispositions réglementaires (préfectorales et du code de l'environnement) à respecter dans le cadre d'une cessation de ses activités ICPE ;- occupation le 1/03/2024 du site de la rue Malraux à Brive-la-Gaillarde par l'entreprise Jussieu secours (immédiatement après la cessation des activités ICPE de l'atelier de bobinage de la société SOULAS). <p>Pour son ancien site de la rue Malraux à 19100 Brive-la-Gaillarde, l'exploitant doit notifier la cessation d'activité et justifier de la remise en état du site permettant le nouvel usage réalisé par la société Jussieu Secours (y compris notamment au regard d'une éventuelle pollution du sol, récente ou historique).</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera sous 3 mois à l'Inspection, pour son ancien site de la rue Malraux à 19100 Brive-la-Gaillarde, la notification de cette cessation d'activité avec les justificatifs permettant de vérifier la remise en état du site et permettant le nouvel usage par la société Jussieu Secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Conformité de l'installation à la déclaration

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.1.1
Thème(s) : Situation administrative, Conformité de l'installation à la déclaration
Prescription contrôlée : L'installation est implantée, réalisée et exploitée conformément aux plans et autres documents joints à la déclaration, sous réserve du respect des prescriptions ci-dessous.
Constats : Lors de la présente visite du 17/09/2025, l'Inspection a noté que le dossier de déclaration initiale ICPE du 3/06/2023 pour le site actuel, sis 22 rue François Labrousse, ne faisait pas mention de l'activité 2940-1-b « Vernis, peinture, apprêt, colle, enduit, etc. (application, revêtement, laquage, stratification, imprégnation, cuisson, séchage de)... ». En effet cette activité était visée à l'article 1.2.1 de l'arrêté préfectoral du 12/04/2013 « <i>autorisant la SAS SOULAS à continuer d'exploiter son installation de fabrication de bobinage électriques utilisant un four thermique pour son site situé avenue Malraux à Brive-la-Gaillarde</i> ». L'exploitant a confirmé poursuivre cette activité sur son nouveau site en reconnaissant avoir omis de procéder à la déclaration de son activité au titre de cette rubrique 2940-1-b de la nomenclature des ICPE.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant procédera sous 15 jours à la déclaration en ligne de son activité relevant de la rubrique 2940 de la nomenclature des ICPE.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 4 : Dossier installation classée

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.4
Thème(s) : Autre, Dossier installation classée
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :</p> <ul style="list-style-type: none">- le dossier de déclaration ;- les plans tenus à jour ;- « la preuve de dépôt de la déclaration » et les prescriptions générales ;- les arrêtés préfectoraux relatifs à l'installation concernée, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, s'il y en a ;- les résultats des mesures en application du point 6.3 (rejet dans l'air) ;- les documents prévus aux points 1.1.2 (contrôle périodique), 2.4.1 (réaction au feu), 2.4.2 (résistance au feu), 2.7 (installations électriques), 3.5 (état des stocks de produits dangereux), 4.3 (localisation des risques), 7.5 (déchets dangereux) ci-après ;- les dispositions prévues en cas de sinistre. <p>Ce dossier est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : Lors de la présente visite du 17/09/2025, l'exploitant a justifié :</p> <ul style="list-style-type: none">- de « la preuve de dépôt de la déclaration » ;- de la capacité volumique du four (inférieure au palier supérieur du régime déclaratif tel que défini à l'annexe de l'article R. 511-9 du code de l'environnement) ; <p>Cependant et outre l'absence de déclaration de l'activité 2940 visée au point de contrôle n° 3 ci-dessus, l'exploitant n'a pas justifié du respect des arrêtés de prescriptions générales en lien avec ses activités à savoir :</p> <ul style="list-style-type: none">• Arrêté du 27/07/2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2566• Arrêté du 02/05/2002 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940.
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection de la mise en place et de la tenue d'un dossier comprenant l'ensemble des éléments visé à l'article 1.4 de l'annexe I de l'AM du 27/07/2015 sus-visé.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 5 : Contrôles périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 1.1.2
Thème(s) : Autre, Contrôles périodiques
<p>Prescription contrôlée : L'installation est soumise à des contrôles périodiques par des organismes agréés dans les conditions définies par les articles R. 512-55 à R. 512-60 du code de l'environnement ; Ces contrôles ont pour objet de vérifier la conformité de l'installation aux prescriptions repérées dans la présente annexe par le terme : « Objet du contrôle », éventuellement modifiées par arrêté préfectoral, lorsqu'elles lui sont applicables. Le contenu de ces contrôles est précisé à la fin de chaque point de la présente annexe, après la mention : « Objet du contrôle ». Les prescriptions dont le non-respect constitue une non-conformité majeure entraînant l'information du préfet dans les conditions prévues à l'article R. 512-59-1 sont repérées dans la présente annexe par la mention : « Le non-respect de ce point relève d'une non-conformité majeure ».</p> <p>L'exploitant conserve le rapport de visite que l'organisme agréé lui adresse dans le dossier installations classées prévu au point 1.4. Si le rapport fait apparaître des non-conformités aux dispositions faisant l'objet du contrôle, l'exploitant met en œuvre les actions correctives nécessaires pour y remédier. Ces actions ainsi que leurs dates de mise en œuvre sont formalisées et conservées dans le dossier susmentionné.</p>
<p>Constats : Lors de la présente visite du 17/09/2025, l'exploitant a indiqué ne pas avoir procédé au contrôle périodique en lien avec ses activités. Ainsi et sur la base des déclarations de l'exploitant, le référentiel réglementaire de ces contrôles périodiques est le suivant :</p> <ul style="list-style-type: none">- Arrêté ministériel du 27/07/2015 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration sous la rubrique n° 2566 ;- Arrêté ministériel du 02/05/2002 modifié relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2940. <p>L'Inspection a rappelé que l'article R. 512-58 du Code de l'environnement prévoit que le premier contrôle d'une installation a lieu dans les six mois qui suivent sa mise en service.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifie sous 15 jours à l'Inspection des mesures garantissant la réalisation des contrôles périodiques liés à ses activités dans les 2 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 6 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 4.2
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte contre l'incendie
Prescription contrôlée : L'installation est équipée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : <ul style="list-style-type: none">- d'un ou de plusieurs appareils d'incendie (bouches, poteaux...) publics ou privés, dont un implanté à 200 mètres au plus du risque, ou de points d'eau, bassins, citernes, etc., d'une capacité en rapport avec le danger à combattre ;- d'extincteurs répartis à l'intérieur des locaux, sur les aires extérieures et les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les produits stockés ;- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours, avec une description des dangers pour chaque local ;- d'un système d'alarme incendie. Ces matériels sont maintenus en bon état et vérifiés au moins une fois par an.
Constats : L'Inspection lors de la présente visite du 17/09/2025 a pu constater la présence d'un poteau d'incendie à moins de 200 m et d'extincteurs dans les locaux dont l'emplacement pour ces derniers est matérialisé sur un plan. L'Inspection, a consulté le document de contrôle des extincteurs daté du 02/09/2025 qui ne fait pas apparaître d'anomalie dans ses conclusions. L'exploitant n'a cependant pas justifié : <ul style="list-style-type: none">- de plan des locaux avec description des dangers associés.- de descriptif technique relatif au dispositif d'alarme incendie ni de justificatif de vérification de ce dernier (rapport, étiquette, registre de sécurité...). Par ailleurs lors de la visite du site, l'Inspection a constaté un encombrement de l'espace situé au niveau de la porte donnant sur l'extérieur du local de stockage contiguë à l'atelier de bobinage. La libération de cet espace est d'autant plus importante par le fait que cette porte est identifiée sur le plan d'évacuation des locaux comme une issue de secours. Outre l'évacuation des personnels, il doit permettre l'accès aux locaux des services d'incendie et de secours.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera sous 15 jours à l'Inspection les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- le plan des locaux avec la description des dangers associés ;- le justificatif de vérification (rapport, étiquette, registre de sécurité...) de moins d'un an pour le dispositif d'alarme incendie ;- les mesures garantissant le désencombrement de l'issue de secours.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 7 : Prévention des accidents _ Suivi des installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.7
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents _ Suivi des installations électriques
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur. Les installations électriques sont entretenues en bon état et contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II du livre II de la quatrième partie du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. Les dispositions ci-dessus s'appliquent sans préjudice des dispositions du code du travail.
Constats : Au cours de la présente visite du 17/09/2025, l'exploitant a indiqué avoir fait procéder à un contrôle des installations électriques. Il n'a cependant pas été en mesure d'indiquer la date de réalisation de l'intervention et a précisé que les documents étaient détenus au niveau de siège (groupe Allez). L'Inspection n'a ainsi pas pu consulter les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera sous 15 jours à l'Inspection les 2 derniers rapports de vérification des installations électriques réalisé par un prestataire compétent conformément aux dispositions sus-visées.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Réseaux d'évacuation _ Isolement du réseau de collecte

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.11
Thème(s) : Risques accidentels, Réseaux d'évacuation _ Isolement du réseau de collecte
Prescription contrôlée : Des dispositifs permettant l'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement sont implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre ou l'écoulement d'un accident de transport. Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs.
Constats : L'exploitant n'a pas connaissance de dispositif d'obturation et de rétention des eaux de ruissellement implantés de sorte à maintenir sur le site les eaux d'extinction d'un sinistre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant justifiera sous 15 jours à l'Inspection, et le cas échéant sur la base d'un échéancier de réalisation limité à 3 mois, des mesures mises en œuvre afin de garantir le maintien sur le site des eaux d'extinction d'un sinistre.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 9 : État des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, État des stocks de produits dangereux
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours. La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.
Constats : Lors de la présente visite du 17/09/2025 l'exploitant a justifié d'une liste des produits dangereux susceptibles d'être détenus. Cette liste ne fait cependant pas état des quantités détenues et des emplacements sur le site.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant communiquera sous 15 jours à l'Inspection le registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, ainsi que le plan général des stockages correspondants.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 15 jours

N° 10 : Pollution de l'eau ou du sol _ Cuvettes de rétention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Pollution de l'eau ou du sol _ Cuvettes de rétention
Prescription contrôlée : Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : - 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; - 50 % de la capacité globale des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant. Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés. Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 250 litres si cette capacité excède 800 litres. La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en conditions normales. L'étanchéité du ou des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment. Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention. Les produits récupérés en cas d'accident ne peuvent être rejetés que dans des conditions conformes au présent arrêté ou sont éliminés comme les déchets.
Constats : L'Inspection n'a pas constaté d'anomalie eu égard aux produits stockés dans les locaux visités (notamment l'atelier d'application du vernis).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Connaissance des produits

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/07/2015, article 3.3
Thème(s) : Autre, Connaissance des produits
Prescription contrôlée : L'exploitant garde à sa disposition des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité. Il prend les dispositions nécessaires pour respecter les préconisations desdites fiches (compatibilité des produits, stockage, emploi, lutte contre l'incendie). Les fûts, réservoirs et autres emballages portent en caractères très lisibles le nom des produits et, s'il y a lieu, les symboles de danger conformément à la réglementation relative à l'étiquetage des substances et mélanges dangereux.
Constats : L'exploitant a justifié d'un classement des fiches de données de sécurité. L'Inspection a ainsi pu vérifier la présence des fiches correspondant à un diluant peinture et un vernis : - diluant X14 _ FDS version 6.0 révision du 20/06/2016 - vernis E 524 TS 30 _ FDS version 11.1 du 28/02/2017 L'Inspection n'a pas relevé de défaut d'étiquetage sur les produits présents dans les ateliers.
Type de suites proposées : Sans suite